

Minister of Industry,  
Science and Technology and  
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des  
Sciences et de la Technologie et  
ministre du Commerce extérieur

# Statement

# Déclaration

92/5

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

## NOTES

**POUR UNE ALLOCUTION**

**DE L'HONORABLE MICHAEL WILSON,**

**MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES**

**ET DE LA TECHNOLOGIE,**

**ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,**

**DEVANT**

**LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA**

**TORONTO (Ontario)**

**Le 13 février 1992**

Bonjour. J'aimerais vous entretenir aujourd'hui des changements que nous devons apporter dans les années 90 afin que notre pays puisse soutenir la concurrence. Nous devons changer, et le faire rapidement et à long terme, si nous voulons demeurer l'une des grandes économies mondiales et maintenir notre niveau de vie élevé.

Disons-le sans ménagement. Nous ne parvenons pas à suivre le rythme de l'évolution de l'économie mondiale. Le Canada est une nation commerçante. À l'encontre du Canada, très peu de pays industrialisés exportent plus de 25 p. 100 de leur production totale. Cependant, nous perdons du terrain. Les échanges mondiaux ont doublé depuis huit ans et notre part a régressé, passant de 5,1 à 4,2 p. 100, la plus forte baisse à ce titre au sein du Groupe des Sept, selon le Centre canadien du marché du travail et de la productivité.

Notre confiance économique repose sur nos richesses naturelles. Au chapitre des transactions commerciales mondiales basées sur les richesses naturelles, notre part a presque doublé, passant de 5 p. 100 en 1978 à 9,5 p. 100 en 1989. Du même coup, notre part du commerce mondial non axé sur les richesses naturelles a régressé. En 1985, près de la moitié de nos exportations n'étaient pas des richesses naturelles, ce qui nous permettait d'obtenir 3,4 p. 100 de la part du commerce mondial à cet égard. En 1989, seulement le tiers de nos exportations n'étaient pas des richesses naturelles, et elles ne sont intervenues que pour 2,7 p. 100 du commerce mondial dans ce secteur.

Nous ne pouvons plus laisser notre prospérité à la remorque de nos richesses naturelles. Lors d'une visite au Japon en novembre, on m'a dit que les Japonais ne considéraient pas les richesses naturelles comme un avantage concurrentiel, étant donné qu'ils pouvaient les acheter n'importe où, selon eux.

Notre prospérité future viendra d'échanges commerciaux non liés aux richesses naturelles. Trop peu d'entreprises canadiennes exportent. Michael Porter, professeur à Harvard, a publié au mois d'octobre dernier une étude sur la compétitivité du Canada dans laquelle il révèle que les 50 principales industries du Canada interviennent pour plus du cinquième de toutes nos exportations. De ces 50 entreprises, 35 produisent des richesses naturelles non transformées ou légèrement transformées.

De nos 40 000 fabricants canadiens, seulement le tiers environ exportent, même si l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a permis de mettre en place la plus importante relation commerciale bilatérale qui n'ait jamais existé.

Ceux qui exportent -- et qui s'affairent à trouver des marchés à l'exportation -- connaissent le succès. La firme Comnetix Computer Systems, de Mississauga, exporte 40 p. 100 de sa

production de logiciels destinés à des organismes d'application de la loi. Comnetix exporte au Costa Rica, à Hong Kong, au Mexique et aux États-Unis. Au mois de mars, la firme tentera d'obtenir des débouchés à l'exportation en organisant à Singapour un séminaire international sur l'application des lois à l'intention des services de police de 10 pays de la région Asie-Pacifique.

Canexa Trading Corporation Ltd., une entreprise de Toronto, a trouvé des débouchés en Iran, au Koweït, en Arabie Saoudite, en Amérique du Sud et en Turquie, approvisionnant en ce moment en biens canadiens des petites et moyennes industries de haute technologie.

Voici un autre exemple : Glenow Building Products Ltd. est une entreprise de Calgary qui applique la technologie informatique de pointe à la production de portes et de fenêtres. Glenow a conclu un accord stratégique de distribution avec Nippon Sheet Glass Co. Ltd., l'un des plus importants fabricants de verre du Japon.

Ces entreprises ont découvert que la création d'alliances stratégiques et l'adaptation aux technologies nouvelles, de même que le recours à des partenaires pour prendre de l'expansion sur les marchés étrangers, sont autant d'éléments critiques pour soutenir la concurrence. Cependant, où nous situons-nous en général sur ce plan ? Le Forum économique mondial signale dans son rapport que le Canada se situe au 5<sup>e</sup> rang parmi les 24 pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) pour ce qui est de la compétitivité, soit une progression par rapport à notre 11<sup>e</sup> place en 1986. Nous avons une population active bien instruite. Nous avons d'abondantes richesses naturelles. Nous possédons un excellent réseau de télécommunications et de transport. Enfin, notre régime fiscal est concurrentiel.

Toutefois, ces avantages ne sont pas une garantie de prospérité future. Bien que le classement global du Canada semble très bon de prime abord, le rang que nous occupons dans d'autres domaines, qui sont aussi des éléments essentiels de notre compétitivité future, est troublant.

Dans les années 80, tandis que d'autres pays affichaient des gains importants, la croissance de la productivité canadienne s'est mise à stagner, malgré de forts investissements, au cours des six dernières années. Selon le Forum économique mondial, le Canada est 12<sup>e</sup> pour le rendement de la productivité, les États-Unis, le Japon et une bonne partie de l'Europe nous dépassant. Le Canada est une nation commerçante, et pourtant, nous sommes lents à relever les défis du marché mondial : nous sommes 16<sup>e</sup> au niveau de l'orientation internationale. Peu d'autres pays du monde industrialisé dépendent autant des échanges que le Canada. Ainsi,

nos produits doivent être parmi les meilleurs au monde. Et pourtant, sur le plan de la qualité, de la conception et du conditionnement des produits, autant d'éléments essentiels pour l'expansion des marchés, nous nous classons 13<sup>e</sup>.

L'Initiative de la prospérité est l'occasion que nous devons saisir dès maintenant pour construire ce futur. Pour bâtir cette économie concurrentielle, nous avons besoin, selon moi, d'un esprit nouveau, de nouvelles alliances et de nouvelles approches à la compétitivité. C'est d'ailleurs ce que les gens nous disent dans les discussions populaires engendrées par l'Initiative de la prospérité. Les gens s'attendent à une plus grande collaboration des groupes d'intérêt dans notre économie. Plus particulièrement, ils désirent une plus grande collaboration entre tous les paliers de gouvernement et des alliances plus nombreuses entre les employeurs et les employés, tout cela pour notre avantage concurrentiel mutuel. Ils nous disent que nous devons changer notre attitude envers le travail, l'organisation, les travailleurs, l'apprentissage, les compétences et la concurrence si nous voulons tirer profit de nos points forts. Il est évident que nous devons faire un bon examen de conscience.

L'Initiative de la prospérité est justement cet examen de conscience. Elle examine avec réalisme les assises de la compétitivité du Canada, c'est-à-dire la formation professionnelle, les sciences et la technologie, les capitaux et les investissements, la nature de l'union économique interne et enfin les affaires internationales.

Permettez-moi d'aborder deux de ces points, c'est-à-dire l'apprentissage ainsi que les sciences et la technologie.

Commençons par l'apprentissage, qui est une question qui a fait les manchettes la semaine dernière. Il y a tout juste 8 jours était publiée la deuxième étude internationale sur les progrès scolaires. Les résultats ne sont pas encourageants, surtout pour un pays qui se classe au 3<sup>e</sup> rang dans les dépenses d'éducation. Nos jeunes Canadiens et Canadiennes de 13 ans se sont classés 9<sup>e</sup> lors d'une évaluation des connaissances en mathématiques et en sciences, effectuée dans une vingtaine de pays. En mathématiques, nos élèves de 9 ans n'ont pu faire mieux qu'une 8<sup>e</sup> place parmi 14 pays.

Nous avons l'un des taux de décrochage scolaire les plus élevés dans le monde. Au moins 30 p. 100 des élèves de 9<sup>e</sup> année abandonnent leurs études. Cela revient à plus de 1 million de décrocheurs au cours des années 90, si nous ne faisons rien. Nombre iront rejoindre les rangs des quelque 38 p. 100 d'adultes canadiens qui ne peuvent lire ou écrire suffisamment pour travailler dans les industries basées sur la connaissance. Le problème est déjà perceptible aujourd'hui. D'après un sondage

récent, même en plein cœur d'une récession, plus de 300 000 emplois ne trouvent pas de titulaires, car les employeurs canadiens ne peuvent trouver les personnes possédant les compétences adéquates pour remplir ces postes. Et si cela pose un problème aujourd'hui, tandis qu'environ 23 p. 100 seulement des nouveaux emplois exigent plus de 16 années de scolarité, pouvons-nous imaginer quelle sera la situation en l'an 2000 ?

À ce moment-là, 40 p. 100 des nouveaux emplois commanderont 16 ans ou plus de scolarité, comparativement à 23 p. 100 à l'heure actuelle. De plus, 63 p. 100 de tous les nouveaux emplois exigeront au moins 12 ans de scolarité, c'est-à-dire un diplôme d'études secondaires. Or, en 1986, moins de 50 p. 100 des adultes n'étant plus d'âge scolaire possédaient un diplôme d'études secondaires.

Où allons-nous trouver les gens pour occuper ces nouveaux emplois ? Certainement pas parmi les jeunes à l'école aujourd'hui. Depuis les années 70, les jeunes constituent un pourcentage de plus en plus faible de la population et rien n'indique que cette situation changera dans les années 90. La source la plus évidente de gens aptes à être formés sont ceux qui travaillent déjà. La question se pose donc : quelle est notre situation en matière de formation des travailleurs ?

Pas très reluisante. Pour chaque dollar que les entreprises américaines dépensent au titre de la formation, les entreprises au Canada dépensent 50 cents. Pour chaque dollar que les entreprises japonaises consacrent à la formation de leurs travailleurs, nous dépensons 20 cents. Pour chaque dollar que les entreprises allemandes affectent à la formation, nous dépensons 12,5 cents.

Les Canadiens et Canadiennes partagent l'inquiétude du gouvernement fédéral au sujet de l'apprentissage. Dans les discussions populaires, les gens nous disent que nous devrions mettre l'accent sur le développement de la matière grise, et non sur la transformation des matières brutes, en améliorant la qualité de l'éducation et en offrant une formation permanente; il nous faut des normes nationales plus élevées, afin d'améliorer notre rendement dans le secteur de l'éducation. Les Canadiens veulent des partenariats plus nombreux et meilleurs entre le milieu des affaires et les établissements d'enseignement. Enfin, les gens nous disent que nous devons déployer plus d'efforts pour développer les aptitudes et compétences qui servent toute la vie durant et pour assurer le recyclage des travailleurs.

Ce sont là quelques-uns des aspects du défi à relever en matière d'apprentissage.

En sciences et en technologie, seulement 3 entreprises canadiennes sur 100 font de la recherche. Près de 30 p. 100 des

dépenses de R-D dans le secteur privé sont attribuables à 4 entreprises. Les entreprises canadiennes n'investissent que la moitié de ce que mettent leurs concurrentes allemandes, américaines et japonaises dans la R-D.

Le taux d'application des nouvelles technologies aux procédés industriels au Canada est alarmant. Selon une enquête menée en 1989, moins de la moitié des fabricants canadiens n'avaient pas mis en œuvre une seule des 22 principales technologies de fabrication, comme celles touchant la robotique et les lasers, qui sont pourtant la clé de la productivité dans les années 90.

Il y a cependant quelques points reluisants. Les dépenses de R-D du Canada dépassent la moyenne des pays de l'OCDE dans les secteurs de haute technologie comme l'électronique, l'aérospatiale et l'informatique. De plus, malgré la récession, la R-D dans le secteur privé au Canada a progressé de 6,5 p. 100 par année.

Les entreprises qui investissent dans la R-D obtiennent un rendement. Inverpower Controls Ltd., un fabricant de matériel électronique de puissance, de Burlington, investit 30 p. 100 de son chiffre d'affaires -- soit près de 3,5 millions de dollars par année -- dans la R-D. Son investissement rapporte. Les ventes d'Inverpower augmentent chaque année, et 70 p. 100 d'entre elles sont destinées à l'exportation.

Ballard Battery Systems Corporation a investi pendant 10 ans dans la mise au point d'une pile au dioxyde de lithium qui a une durée de vie de 10 ans, et qui peut fonctionner à des températures s'échelonnant de -40 à +50 °C. Ballard exporte 80 p. 100 de sa production et détient 13 p. 100 de la part du marché nord-américain, malgré une rude concurrence des géants américains dans ce domaine.

À Gloucester, tout juste à l'extérieur d'Ottawa, la firme State of the Art Electronik établit les normes des systèmes professionnels de haut-parleurs pour les studios d'enregistrement et les radiodiffuseurs. L'entreprise travaille avec le Canadian Research Consortium et le Conseil national de recherches à des activités de R-D qui l'aideront, elle et d'autres entreprises canadiennes, à conserver la tête dans ce secteur technologique.

Nombre de petites et moyennes entreprises trouvent difficile de financer la R-D, qu'elle soit liée aux produits ou procédés. Le réseau universitaire de 15 centres d'excellence offre aux entreprises l'accès à des établissements de recherche qu'ils ne pourraient se permettre de construire ou de financer par leurs propres moyens.

Dans les mois qui viennent, le gouvernement fédéral lancera une nouvelle initiative offrant un accès analogue aux

200 laboratoires fédéraux actuels. Notre objectif, dans la formation d'une alliance de ces laboratoires, est d'ouvrir à nos entreprises l'accès à certains des laboratoires les plus avancés du pays. Pour la première fois, par l'entremise du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, les entreprises auront accès à chacun de ces laboratoires, et j'espère qu'il en sortira des alliances beaucoup plus vastes entre le secteur privé et le secteur public dans les domaines de la R-D. Ceux d'entre vous qui connaissez les programmes de recherche des laboratoires publics au Japon et en France ne serez certainement pas surpris de cette initiative nouvelle.

Malgré le besoin évident de changement, certains balayent de la main l'Initiative de la prospérité. Selon eux, ce n'est qu'un exercice politique. Si cela était vrai, elle ne s'attaquerait pas aux problèmes à long terme de l'économie. Elle serait une solution de rapiéçage comme nous en ont donnée les gouvernements antérieurs.

D'autres prétendent que l'Initiative de la prospérité est un exercice de consultation, entrepris à la place de mesures concrètes.

Mais alors, de quelles mesures s'agit-il ? Le gouvernement fédéral a une très bonne idée de la façon dont il devrait réagir aux défis. Je suis certain que bon nombre d'entre vous ont de très bonnes idées sur les moyens que nous pourrions prendre pour nous améliorer.

Toutefois, même si la plupart des Canadiens et Canadiennes s'entendaient sur des solutions, le gouvernement fédéral ne pourrait en aucune façon agir seul. Les questions qu'aborde l'Initiative de la prospérité exigent des solutions que le gouvernement fédéral -- ou n'importe quel gouvernement provincial ou local -- n'est pas en mesure de mettre en œuvre. Construire la compétitivité est un projet à caractère véritablement national, un projet auquel les Canadiens et Canadiennes doivent s'engager à longue échéance.

L'Initiative de la prospérité est le moyen que tous les Canadiens et Canadiennes peuvent prendre pour aider à résoudre leurs défis économiques. C'est l'occasion d'examiner, d'un œil critique, la capacité concurrentielle de chaque secteur de l'économie, ainsi que ce que les Canadiens -- entreprises, syndicats, enseignants et gouvernement -- doivent faire, ou arrêter de faire, pour accroître la compétitivité. L'Initiative de la prospérité met les Canadiens et Canadiennes au défi de trouver les compétences dont ils ont besoin au sein de l'économie mondiale, de trouver le moyen d'acquérir ces compétences, de voir d'un œil nouveau la façon dont ils exécutent leur travail, de trouver les moyens de s'adapter aux nouvelles technologies et de répondre aux besoins de la clientèle.

Je désire vous gagner à la cause de l'Initiative de la prospérité. Je veux que vous nous aidiez à parler aux Canadiens et Canadiennes du changement d'attitude dont ils ont besoin pour réussir à affronter la concurrence mondiale.

Les attitudes ne changent pas du jour au lendemain. Il faudra trimer dur pour éliminer la défiance et la méfiance qui se sont installées depuis de nombreuses années. Je ne prétends pas qu'il soit facile de trouver des moyens de cultiver les partenariats entre les milieux scolaires et d'affaires, pas plus, d'ailleurs que je m'attends à ce que disparaissent soudainement les confrontations qui ont toujours eu lieu entre les syndicats et le patronat. Toutefois, nous devons commencer à garantir notre prospérité future, et la première étape consiste à trouver de nouveaux moyens de travailler ensemble.

Beaucoup d'entre vous l'ont appris lorsque leur entreprise a adopté le concept de Gestion de la qualité totale (GQT). J'aime croire que l'Initiative de la prospérité est un projet de GQT à l'échelon national. Pour l'économie du Canada, où l'on retrouve coûts et salaires élevés, le processus d'amélioration continuuel est notre seul choix. La non-qualité des produits et des services coûte à l'économie canadienne au bas mot 100 milliards de dollars par année, ce qui est tout juste un peu moins que le sixième de notre produit intérieur brut.

Il serait possible, en adoptant la GQT partout, d'inverser la piètre productivité du Canada. Ainsi, on peut souvent, et de façon radicale, accroître la productivité en éliminant les activités qui n'ajoutent aucune valeur pour le consommateur. La motivation et l'engagement des employés augmentent lorsque tout l'effectif participe à la gestion de la qualité. Les employés sont plus satisfaits de leur travail et ils sont plus susceptibles d'être de bons candidats à un investissement dans la formation.

Il ne fait pas de doute que les Canadiens et les Canadiennes appuieraient les principes de la GQT au Canada si le milieu des affaires, les syndicats, les administrations publiques et les établissements d'enseignement au pays affichaient un leadership au niveau de la GQT.

L'Initiative de la prospérité s'articule d'ailleurs autour de ce leadership. Plus important encore, l'Initiative de la prospérité a pour but d'amener les Canadiens et les Canadiennes à faire les changements qui s'imposent pour qu'ils ne produisent rien d'autre que des produits et services de qualité.

Muni d'un engagement à la GQT et d'une nouvelle compétitivité enracinée dans la collaboration et le travail d'équipe, deux valeurs traditionnelles qui permettent d'aborder et de résoudre des problèmes communs, le Canada peut livrer une concurrence

fructueuse. L'Initiative de la prospérité donnera une nouvelle image à la réussite économique du Canada et continuera de le faire pendant la prochaine décennie et dans les années qui suivront.

Le défi global auquel nous faisons face est une course sans fil d'arrivée. Montrons que nous avons la force et les qualités voulues pour prendre la tête dans cette course. Selon moi, nous le pouvons.

Je vous remercie.